

cerises

ROUGE, AIGRE-DOUX - N°346 - VENDREDI 6 AVRIL 2018

LE POIVRIER

Un jeune noir américain tué alors qu'il sortait son téléphone. Trump envisage d'armer les jeunes noirs. ●

AGENDA MILITANT

→ 12 avril
Paris [Autogestion et communs](#)

→ 14 avril
Nantes [Changer le monde pour changer nos vies !](#)

→ 5 Mai



[Faisons sa fête à Macron !](#)

À LIRE SUR communistesunitaires.net

→ **Alternative**
[Modeste demande](#), Francis Combes

→ **Culture**
[Utopie du logiciel libre](#), Sébastien Broca

→ **Luttes féministes**
[Ouvrières en lutte dans l'après 68](#),
Fanny Gallot, Eve Meuret-Campfort

→ **Mondialité**
[Solidarité avec les prisonniers politiques sahraouis](#)

→ **SNCF**
[Une SNCF efficace, des cheminots fiers de leur travail, c'est possible !](#)

Un bras de fer et pas que d'honneur

Si il est difficile de prévoir comment cela va se terminer, le mouvement social en cours commence bien. Détermination, union et aperçus sur des convergences possibles de luttes peuvent présager un printemps couleurs sociales.

Ce gouvernement libéral avec son arrogance technocrate pousse, sous couvert de modernité, tous les feux de sa "révolution" : la financiarisation capitaliste de la société.

Le terrain idéologique préparé par les gouvernements précédents peut lui laisser penser que celles et ceux qui se lèvent vont s'épuiser, s'isoler. Son arrogance, son mépris du peuple peut nous laisser penser que l'exigence de dignité soit plus forte que l'idéologie dominante.

La porte s'ouvre pour une contestation qui remet le social, la solidarité au cœur des enjeux de société. C'est le moment d'alimenter le débat public autour de questions simples : pourquoi nous organisons-nous en société : la recherche du fric ou du bonheur partagé ? À quoi servent les richesses créées ? Nos vies ne valent-elles pas plus que la Bourse ? "Couches populaires", "couches moyennes", n'avons-nous pas les mêmes intérêts ? La solidarité autour des services publics, des communs n'apporte-t-elle pas pour toutes et tous une qualité de vie supérieure à la concurrence et l'individualisme ?

Rien n'est joué, mais beaucoup se joue avec la réussite de ce mouvement social et de son alimentation idéologique. La société n'a pas besoin d'un bras d'honneur à Macron, c'est un bras de fer qu'il faut gagner contre le gouvernement et le patronat. Nous n'avons pas d'autres choix que de gagner car nous jouons gros sur la défense de nos services publics, de nos communs, contre la financiarisation de la société. Nous jouons gros aussi idéologiquement car nous le savons, la société n'est pas dans les mêmes dispositions si elle fait l'expérience intergénérationnelle de luttes menées ensemble, de luttes gagnées, de débats publics intenses et conflictuels.

L'enjeu est de taille, car en cas d'échec, et donc de victoire du capitalisme financier et de son arrogance technocratique, la porte pourrait s'ouvrir sur un fascisme populaire. Ne soyons donc pas timide ou en dessous de la situation dans nos contestations de l'ordre établi, sur notre union avec des contenus transformateurs !



● Patrice Leclerc

Palestine, j'écris ton nom. D'un côté, des dizaines de milliers de civils palestiniens, de l'autre une armée surarmée, utilisant des balles réelles contre des manifestants sans armes, et blanchie d'avance par un gouvernement confit d'ignominie. Résultat : 18 morts et des milliers de blessés, lors de la "marche du retour". Cela fait penser, par exemple, aux crimes du régime d'*apartheid* en Afrique du Sud. À l'ONU, un projet de résolution a été bloqué par les États Unis, la plupart des grandes capitales se contentant hypocritement d'inviter « *toutes les parties à la retenue et à prévenir toute escalade supplémentaire* ».

Cyniques en chefs. Tandis que le gouvernement israélien refusait toute enquête internationale sur les crimes commis par son armée, le Premier ministre turc traitait Benyamin Nétanyahou d'assassin et de terroriste. Pas faux, mais, dite par Recep Tayyip Erdogan, celui qui massacre les Kurdes, lamine l'opposition de gauche et tente de mettre au pas la société turque, cette vérité relève d'une stratégie de tensions qui ne peut mener, d'une manière ou d'une autre qu'à une nouvelle guerre. Là aussi, l'Union européenne reste impuissante. De leur côté, la Turquie, l'Iran et la Russie viennent d'afficher leur unité en faveur d'un « *cessez le feu en Syrie* », sans trop de détails notamment car ils se jalousent les zones d'influences reprises aux forces Kurdes (abandonnées par tous, malgré leur rôle essentiel face à l'État islamique).

Faut pas rêver. Contrecoups de l'exclusion des députés de la France insoumise de la marche blanche du 28 mars, suite au meurtre de Mireille Knoll, le Conseil représentatif des institutions juives de France (CRIF) est apparu comme le porte-parole de la politique d'*apartheid* d'Israël vis-à-vis des Palestiniens. Alain Finkielkraut a regretté profondément la « *profanation* » du silence du deuil lors de la marche,

soulignant qu' « *Il ne revient pas aux Juifs de briser l'union républicaine contre la barbarie qui les vise* ». Lecteurs de *Cerises*, ne vous frottez pas les yeux, le Monsieur n'a pas pour autant tourné casaque concernant l'islamophobie !



Service public mon amour. Les enjeux de la lutte pour le service public du rail, de tous les services publics, fédèrent dans une "tribune unitaire" 26 personnalités de 13 formations politiques - ex-PS fondateurs de mouvements, membres de EELV, PCF, PG, LFI, NPA..., tous « *disponibles pour converger tous ensemble, avec toutes celles-ceux qui le souhaitent, dans des initiatives et manifestations publiques citoyennes à large échelle, localement et nationalement, au service des mobilisations sociales et de la jeunesse.* » Un pas en avant... À lire sur communistesunitaires.net.



Misère démocratique. Édouard Philippe, qui est toujours Premier ministre, même si on le l'entend pas du tout face au mouvement en cours, a présenté ce mercredi les orientations gouvernementales concernant la réforme institutionnelle. En fait, il diffère quelque peu de ses projets, visant désormais 2019. Au menu : la réduction de 30 % du nombre de parlementaires, dont 60 sur 648 devrait être élus à la proportionnelle (moins de 10 % !) ; l'interdiction du cumul de plus de trois mandats électifs (sauf pour les maires des communes de moins de 9 000 habitants). Le gouvernement a retiré du projet la limitation de nombre des

Image de la semaine



Clin d'oeil à Mai 68. Le Festival international de la BD d'Angoulême et son Partenaire RAJA ont demandé à des artistes de créer une affiche dans "l'esprit de mai". Ci-contre celle d'Anna Sommer.

amendements autorisés pour les groupes parlementaires. Par contre, le projet prévoit de casser le Conseil économique, social et environnemental (CESE), en le réduisant de moitié pour qu'il devienne une « *chambre de la société civile chargée d'organiser les consultations des citoyens et des experts sur les projets d'avenir de notre pays* ». Bref, refonder la démocratie reste une idée neuve !

Irresponsables. La réforme des universités (qui institue une sélection à l'entrée) et la convergence avec le mouvement des cheminots ont commencé, peut-être, à mettre le feu dans les universités. Jeudi, 12 d'entre elles étaient bloquées ou partiellement occupées, et plusieurs autres étaient susceptibles d'entrer en ébullition. Après les provocations fascistes, les violences policières innombrables - diffusées en temps réel sur les réseaux sociaux - et les attitudes provocatrices de certains présidents de fac, les tensions sont importantes. Au lieu de calmer le jeu et de faire preuve d'ouverture face à un mouvement inédit depuis des années, le gouvernement s'est satisfait de dénoncer la « *volonté de s'en prendre physiquement aux personnes (qui) marque un tournant inadmissible* ». Tous les ingrédients sont réunis pour que la situation se dégrade.

Cerises

publication de l'Association
des communistes unitaires

Noyau : Gilles Alfonsi, Michèle Kiintz,
Philippe Sterlin

Chroniqueurs : Francis Combes,
Catherine Destom-Bottin, Sylvie
Larue, Patricia Latour, Stéphane
Lavignotte, Pierre Zarka

Site, blog, réseaux : Gilles Boitte,
Jean-Claude Faure, André Pacco.

cerises@plateformecitoyenne.net





Curiosité.

M a d a m e Hyde, film de Serge B o z o n , avec Isabelle Huppert dans le rôle principal, est un film curieux. Très librement inspiré du romain *L'Étrange Cas du docteur Jekyll et de M. Hyde* de Robert Louis Stevenson, son personnage de Madame Géquil, une prof de physique dans un lycée professionnel. À voir, à condition d'être ouvert-e à quelque chose de décalé et, même, d'un peu énervant au regard de sa propre manière logique de raisonner au quotidien.

Répression. La ministre de la Justice, qui se nomme Nicole Belloubet (au cas où vous ne le saviez pas...), a annoncé la mise en place d'une nouvelle sanction pour usage de stupéfiant : une amende de 300 euros (au lieu de 100 euros, annoncé par le futur Président directeur général de la France lors de sa campagne électorale... c'est l'inflation !). La ministre a précisé qu'il ne s'agit pas d'une « première étape vers la dépénalisation ». Demain, les usagers revendeurs auront tout intérêt à refourguer davantage pour payer leurs dettes à l'État. On n'arrête pas le progrès ! ●

Coup de torchon



Les éboueurs et la boxe

Le Président de la République recevra-t-il les éboueurs à l'Élysée, comme Giscard à un petit-déjeuner en décembre 74 ? Mystère. Mais une chose est sûre : parmi les grèves qui montent en ce mois de germinal, le mouvement des éboueurs est grand angle. Tout sauf défensif, il porte un projet d'avenir et d'intérêt public.

Les fédérations CGT des Transports et des Services publics ont en effet lancé un appel commun à la grève dans l'ensemble de la filière environnement-déchets, « *du balayeur à la collecte, au centre de tri, à l'incinérateur.* » À Paris, Marseille et Montpellier, dans l'Est et le Nord de la France, les syndicats réclament la création d'un « *service public national* » des déchets avec un « *statut unique public* » pour tous les salariés. Les revendications portent aussi sur la « *reconnaissance de la pénibilité* » : départ anticipé à la retraite de cinq ans à taux plein, de dix ans pour les métiers insalubres (ramassage des ordures, agents de tri).

Les cheminots défendent un statut que les éboueurs n'ont pas. Ils ont raison. Qui peut penser que la dégradation du service public, l'explosion de tarifs ayant plombé l'égalité de traitement, la faiblesse de nombreux investissements, les retards à répétition sont dus au statut ? Quant à la dette, tous les plans élaborés depuis 160 ans pour obtenir des entreprises ferroviaires qu'elles la résorbent avec leurs propres forces ont échoué. Soumettre la SNCF aux lois du marché est absurde et dangereux. Il y a besoin au contraire de la libérer du collier étranglé de la dette, au lieu de faire ressurgir les vieilles recettes du démantèlement, de la vente à la découpe et de la privatisation de ce qui rapporte. Une transformation de la SNCF doit en revanche prévoir que les tâches assumées au bénéfice de la société et des entreprises (réduction de la pollution et des coûts énergétiques, satisfaction des besoins sociaux et territoriaux, fret, mobilité des voyageurs, dont les salariés) soient compensées.

La bataille pour un service public ferroviaire novateur, de qualité et du XXI^e siècle est stratégique. Sinon, nous serons comme le personnage de Tennessee Williams : des boxeurs manchots.

● **Philippe Stierlin**

BEURK !

Surveiller, évaluer, récompenser/punir

Une expérience banale d'appel à un *call center* pour modifier une réservation de train. En quelques minutes, un employé compétent, efficace, courtois résout le problème. Très bien. Comme d'habitude, arrive peu après par courriel le "questionnaire de satisfaction". Le consommateur ne peut plus faire un pas sans voir surgir ces questionnaires.

Mais [Eurostar](#) est monté d'un cran et ouvre des possibilités inquiétantes : en plus de noter l'employé qui a répondu, on nous propose de lui attribuer une "récompense" : un café, un repas ou une carte cadeau. Comme le dresseur donne

un poisson au dauphin pour le récompenser après ses cabrioles...

Derrière ce système d'évaluation permanente, et au-delà de l'indignité du cas particulier – un responsable marketing d'[Eurostar](#) a dû penser que c'était *fun*, "disruptif", "un avantage concurrentiel" –, nous oublions que ces notations généralisées déterminent le sort professionnel et la rémunération d'un nombre croissant de travailleurs, déjà enregistrés et surveillés en permanence.

Le client roi est devenu, sans vraiment le réaliser, un petit chef au pouvoir démesuré.

Et que se passe-t-il lorsque des clients, pour des raisons légitimes ou non (la simple impatience d'avoir attendu au téléphone, les mauvaises expériences avec d'autres *call centers*...) notent mal ou envoient des

commentaires furibonds ? Peut-être verrons-nous bientôt l'invention – moderne, forcément moderne... – de propositions de "punitions" pour satisfaire les pulsions du client roi ? Pas content ? Vous voulez retirer 10, 20 ou 50 euros de sa paye ?

La technique est bien rodée, c'est l'expérience de [Stanley Milgram](#), professeur à l'université de Yale dans les années 60, et popularisée en France par le film *I comme Icare* avec Yves Montand.

"Surveiller et punir" ne serait alors que l'inversion sinistre de "surveiller et récompenser". Dans les deux cas, des techniques du XXI^e siècle pour mettre en œuvre de bonnes vieilles méthodes (anti) sociales du XIX^e siècle et auparavant.

● **Yves Gimbert**

Face à la marchandisation de la santé, un service public intégral

Dégradation du système public et mise en concurrence avec le privé : une logique fatale pour la santé de tous, explique Christophe Prudhomme, porte-parole de l'association des médecins urgentistes (CGT), et il développe les propositions qui bousculent l'Histoire.



Rencontre de l'Atelier de Montluçon, en février 2018 : Christophe Prudhomme invite à rompre avec la politique du Président des riches en instituant un système de santé public intégral, financé par la solidarité.

Pour savoir quelles perspectives on veut créer, il est toujours utile de faire un retour sur l'Histoire. Il est vrai que nous avons la Sécurité sociale, il est vrai qu'autour des années 2000, la France était placée comme le pays qui avait le meilleur système de santé au monde. Mais il faut relativiser. La Sécurité sociale telle que la prévoyait le CNR n'a jamais existé. On n'a jamais eu un système de santé public respectant un principe constitutionnel qui était l'égalité de traitement de la population quel que soit son lieu de résidence sur le territoire. Quand on a créé la Sécurité sociale, on a conservé les régimes spéciaux, tout comme les mutuelles issues du mouvement ouvrier. Les artisans ont voulu garder leur caisse. Et concrètement, le bouclage de la Sécurité sociale - une couverture pour tous - n'a été effectif qu'au tournant des années 2000 avec la CMU. Il y a donc un aspect hyper complexe dans lequel co-existent les assurances maladies complémentaires, les mutuelles. Or, aujourd'hui, c'est un cheval de Troie pour tuer la Sécurité sociale.

Le libéralisme à l'attaque

Pourquoi n'a-t-on pas réussi à fonder avec la Sécurité sociale un système de

santé public intégral ? Dès 1947, avec l'École de Chicago, les libéraux théorisent les moyens pour reprendre deux secteurs qui échappent au marché et qui sont une source de profits énormes en termes de pourcentage du PIB, l'éducation et la santé. On se souvient du départ en 1947, en France, des ministres communistes, dont Ambroise Croizat. À la fin des années 70 et au début des années 80, les libéraux arrivent au pouvoir :

Il faut partir de deux principes essentiels : la santé ne peut pas être une activité marchande, elle doit être un service public, et cela doit être pris en charge à 100 %.

Thatcher en Grande-Bretagne, Reagan aux États-Unis. En Grande-Bretagne, à la Libération, avait été créé le *National Health Service*, un système de santé public, global, financé par l'impôt, totalement gratuit. C'était jusqu'au milieu des années 70 le meilleur système de santé au monde, mais avec le risque d'un financement par l'impôt et qui peut donc bas-

culer lors d'un changement politique : aujourd'hui il y a 300 000 malades en attente d'une intervention chirurgicale en Grande-Bretagne.

Le tournant est arrivé en France, avec Beregovoy et 1983. De manière honteuse, le gouvernement dit de gauche de l'époque a commencé à appliquer les politiques libérales, avec un certain nombre d'"experts" qui expliquaient qu'il fallait réduire le nombre de médecins en formation, ce qui régulerait le nombre de prescripteurs et donc les dépenses de la Sécurité sociale. Et aujourd'hui on ferme des services, des hôpitaux. Des directeurs d'Agences régionales de santé (ARS) expliquent qu'on est bien obligé de le faire parce qu'il n'y a plus de médecins. On a créé la situation à cet effet.

Pour une prise en charge multi-professionnelle

Dans le domaine de la santé, ce qui est important, c'est la présence sur le territoire, c'est le contact humain en direct. L'OMS définit la santé comme étant le bien-être physique, psychologique et social. Or aujourd'hui, on forme les médecins sur le plan technique, très peu en ce qui concerne le domaine psychologique, et le social surtout pas.



Septembre 2017 : devant l'hôpital du Cheylard en crise (photos CGT).

Un patient qui vient aux urgences, ou va être hospitalisé n'est plus celui du XX^e siècle. Aujourd'hui on reçoit des patients qui dès les 50 ans présentent des pathologies, des maladies chroniques : diabète, insuffisance cardiaque, respiratoire, ostéoporose. Cela nécessite une coordination, une prise en charge multi-professionnelle et non pas l'addition de visites chez des spécialistes. Et surtout on n'a plus de médecins formés pour répondre à ces besoins. On forme beaucoup trop d'"hyper-spécialistes" et pas assez de généralistes. On va droit dans le mur, écrit une des plus grandes revues américaines, le *JAMA*. La ministre de la Santé a raison sur le constat - pas sur les solutions : on prescrit trop de médicaments, trop d'exams complémentaires. Mais si des médecins n'étaient pas pressés par le temps, ils renouvelleraient moins systématiquement les ordonnances qui finissent par rendre malade. On peut traiter beaucoup de cas sans médicaments, mais il faut avoir le temps de la consultation. Et il faut pouvoir travailler avec une infirmière, une diététicienne, un kiné. Il faut pouvoir s'organiser.

Un service public, une prise en charge à 100 %

Et cela nécessite des réformes profondes de notre système. Pour répondre aux nouveaux besoins du XXI^e siècle, il faut travailler différemment. Et pour cela, nous pensons, à la CGT, qu'il faut partir de deux principes essentiels, auxquels on ne peut pas déroger : la santé n'est pas un *business*, elle ne peut pas être une activité marchande, elle doit être un service public. Et deuxièmement, cela doit être pris en charge à 100 %. Mais il ne s'agit pas d'un 100 % sur

un panier de soins, considérés comme indispensables, d'autres l'étant moins, comme par exemple une cure thermale – mieux vaut envoyer un patient en cure thermale, qui revient en meilleur état psychologique et même en meilleur état physique plutôt que de le lui voir prescrit pour ses douleurs articulaires un médicament qui va lui faire des trous à l'estomac... qui le renverront aux urgences.

Notre système de médecine libérale repose sur des principes des années vingt du siècle dernier qui ne correspondent plus aux besoins : liberté d'installation et rémunération à l'acte.

Ce que nous appelons la Sécurité sociale à 100 %, c'est la sécurité sociale intégrale, c'est-à-dire collecteur unique - plus d'assurance maladie complémentaire - et financeur unique. Que ce soit pour des soins, ou pour des médicaments - de vrais médicaments .

Et là il y a des réformes à faire. En Suède aujourd'hui, pour la médecine tout venant, il y a 450 médicaments remboursés, on en a 6 000 en France. On peut peut-être faire quelques efforts. Si l'on met sur le marché un nouveau médicament, il ne faut pas qu'il soit au moins équivalent à l'ancien médicament, il faut qu'il apporte un plus. Sinon, il vaut mieux garder le vieux, qui a déjà été prescrit à un million de personnes, dont on connaît

les effets secondaires que l'on maîtrise. Un nouveau médicament qui est simplement équivalent à l'ancien ne doit pas recevoir l'autorisation de mise sur le marché. Sinon les labos le mettent sur le marché pendant cinq, dix ans, à des prix souvent cinq à dix fois supérieurs, avant qu'on constate son inutilité ou sa nocivité et qu'on le retire, mais les laboratoires ne remboursent pas les bénéficiaires qu'ils ont faits. Il y a là une possible source d'économie.

Un maillage hôpital de proximité/ centre de santé

Précisons nos propositions : service public, sécurité sociale intégrale. Notre système de médecine libérale repose sur des principes des années vingt du siècle dernier qui ne correspondent plus aux besoins : liberté d'installation et rémunération à l'acte. On ne peut pas rémunérer à l'acte des patients qui pour certains vont nécessiter un quart d'heure et d'autres, complexes, trois quarts d'heure, ou quand il faut travailler avec l'infirmière, le kiné, etc. Il ne s'agit pas d'additionner des actes, avec une facture qui s'allonge. Nous proposons un système simple : des centres de santé avec du personnel salarié sous statut, rattachés aux hôpitaux. Cela permettrait des économies de gestion, un hôpital qui sait gérer les centres de santé, ce que font les hôpitaux psychiatriques avec des centres médico-psychologiques. Avoir 50 à 100 personnes dans les centres de santé en plus des 1 500 personnes de l'hôpital permet de réguler l'intervention des médecins, en particulier des spécialistes, qui feraient des consultations dans les centres de santé et à l'hôpital, des généralistes qui vont aussi



Mobilisation contre la fermeture des urgences : à gauche à Valognes, dans la Manche, où seul Cherbourg subsiste et explose, à droite en Ardèche...

travailler une demi-journée à l'hôpital, dans un certain nombre de secteurs où on a besoin d'eux. Plus de liberté d'installation, on ouvrirait des centres de santé là où il y a des besoins - les médecins déposeraient leur CV dans les centres de santé qui les intéressent - on aurait une régulation intelligente, non autoritaire du genre "service civique un an dans la Creuse". C'est une question d'aménagement du territoire : si on ouvre des centres de santé autour des hôpitaux locaux, le médecin va aussi pouvoir suivre les résidents de l'EHPAD de l'hôpital local. Cela permet d'avoir une prise en charge coordonnée des patients, avec un seul dossier pour l'ensemble des structures. Inutile de créer le dossier médical partagé, qui n'a encore jamais marché mais a déjà coûté 800 millions d'euros. Et cela correspond aux aspirations des jeunes médecins.

Améliorer les formations, reconnaître les qualifications

Cela implique aussi la reconnaissance des qualifications, des infirmières formées au-delà de Bac+3, sur la base d'un master 1, d'un master 2, pouvant exécuter un certain nombre de tâches, les médecins se concentrant sur des activités qui relèvent de leur compétence, c'est-à-dire la coordination, la prise en charge, la réflexion sur les pathologies, etc. On forme certes aujourd'hui des infirmières à l'exécution d'échographies simples, pas exemple, mais sans les payer beaucoup plus. Il n'y a qu'en France que les infirmières sont aussi mal payées, à l'exception de la Turquie. Il faut donc que les

infirmières soient mieux formées, mieux payées, et qu'elles collaborent avec les médecins et que les un-e-s et les autres soient utilisés là où ils sont indispensables.

Nous proposons un système simple : des centres de santé avec du personnel salarié sous statut, rattachés aux hôpitaux.

Ce qui ne veut pas dire qu'on a suffisamment de médecins et qu'il ne faut pas en augmenter le nombre en formation. Il faut supprimer le *numerus clausus* : il y a aujourd'hui 60 000 jeunes inscrits en faculté de médecine et seuls 8 200 vont effectivement faire des études de médecine. Ceux qui vont échouer aux concours vont aller faire leurs études au Mali ou en Belgique ..., et revenir ensuite en France. Vingt-cinq % des jeunes médecins qui commencent aujourd'hui en France ont eu leur diplôme à l'étranger. On envoie à l'étranger de jeunes Français en échec en raison d'une politique malthusienne, et on importe des médecins : on appauvrit les pays qui ont investi, ont formé des médecins comme la Roumanie, pour les faire travailler en France.

Parmi les jeunes médecins français aujourd'hui à qui on propose le cabinet libéral, même avec piscine, voiture, il n'y a pas beaucoup de candidats. Si

on leur propose un poste de salarié dans une équipe pluri-professionnelle, on recrute plus facilement. Ce n'est pas un fantasme. On a aujourd'hui plusieurs exemples d'hôpitaux qui ont monté des centres de santé qui fonctionnent : autour de Laval, dans le Nord, à Marseille. C'est l'avenir. Bien sûr ça bouscule toute une histoire. Mais c'est un système simple qui permet de résoudre le problème de la juste répartition des médecins sur le territoire.

Le statut de la fonction publique pour tous les personnels

Mais cela ne peut fonctionner que si l'on maintient les hôpitaux de proximité : l'aval du système, c'est l'hôpital. Parce que l'hôpital, c'est du personnel sous statut de la Fonction publique, ce que l'on veut tuer. Ce statut garantit des personnels formés, avec un déroulement de carrière, la possibilité d'une formation continue pour passer de l'emploi d'aide soignante à infirmière. Dans mon hôpital, il y a des assistants de régulation médicale, niveau bac, qui ont terminé médecin. La Fonction publique, ce ne sont pas des "faignants". Et ce ne sont pas les 35 heures qui tuent l'hôpital, c'est le manque d'emplois. Personne ne fait 35 heures à l'hôpital, on fait plus parce qu'il y a la notion de continuité du service public.

Le financement : un choix politique

Nous avons des solutions immédiates pour desserrer le nœud coulant financier qui étrangle les hôpitaux. L'hôpital public paye un impôt, la taxe sur les salaires, soit 12 % prélevés sur la fiche



de paye de tous les employés. Les salaires constituant 70 % des fonds de l'hôpital, la taxe représente 4 milliards d'euros. Sans modifier l'équilibre financier de l'État, la solution consiste à ne pas supprimer l'ISF qui rapportait 4 milliards d'euros, mais la taxe sur les salaires. Et on crée ainsi 100 000 emplois -un salaire moyen, avec les cotisations sociales obligatoires, représente 40 000 euros. Le choix du Président des riches a été de supprimer l'ISF et non la taxe sur les salaires. C'est un choix politique. La Loi de finances de la Sécurité sociale est une enveloppe fermée, d'un montant fixé, à dépenser dans l'année. On nous explique que l'activité augmentant, la rémunération va diminuer à l'hôpital public de 1,2 %. Il s'agit donc, pour nous, de desserrer cette enveloppe financière.

Et j'en viens au régime particulier de l'Alsace-Moselle qui ne connaît pas de déficit parce qu'il n'y a pas cette Loi de finance de la Sécurité sociale. On paye une cotisation, aujourd'hui de 1,5 %, et l'ensemble des soins est remboursé à 92 %. Le niveau de cotisation peut être adapté aux dépenses de l'année antérieure, dans le cadre d'une fourchette de 0,85 à 2,5 %. Et il n'y a pas non plus cette arnaque du paritarisme : les salariés gèrent leur caisse, pas les patrons. Cotiser, c'est une question de solidarité. On ne sait pas quand et si on sera malade, on a le droit, si on est pauvre d'avoir

une greffe du foie, qui coûte grosso modo 300 000 euros.

Il y a donc aujourd'hui besoin de réformes profondes. Quand il y a vingt ans, je proposais ces solutions, on m'objectait le collectivisme, l'Union soviétique, on jugeait impossible d'attaquer la médecine libérale, la liberté d'installation, la rémunération à l'acte. Aujourd'hui, le système est en train de s'écrouler. On ne peut pas compter que sur l'initiative

L'hôpital, c'est du personnel sous statut de la Fonction publique, ce que l'on veut tuer, qui garantit des personnels formés, avec un déroulement de carrière, la possibilité d'une formation continue.

individuelle et le volontarisme d'un certain nombre d'acteurs. Il faut changer complètement les bases du système et aujourd'hui ces idées sont largement partagées dans la population et par une partie non négligeable des jeunes médecins, si ce n'est la majorité.

Nous avons intérêt à pousser pour que ces solutions soient reprises au niveau politique et deviennent réalité. Parce que si nous laissons faire, demain ce sera encore plus compliqué : il n'y aura plus d'hôpital de proximité. Or le problème

des services d'urgence, ce n'est pas le nombre de passages, mais le délai pour y arriver. Par exemple, pour avoir de bonnes chances de réussite dans le traitement d'un accident vasculo-cérébral, il faut intervenir au mieux dans les trois heures et à la limite dans les quatre heures et demie après l'installation des symptômes : si l'hôpital est à une heure et demie, et que c'est le chaos parce qu'on l'a engorgé en ayant fermé les structures de proximité, la vie du patient est compromise. Au lieu de dire qu'il faut restructurer parce qu'on ne trouve pas de médecins, il faut d'abord les garder : aujourd'hui des collègues urgentistes abandonnent parce que les conditions de travail sont catastrophiques.

Anticiper les besoins

Il faut que les Agences régionales de santé assument leur rôle défini par la loi : faire du prévisionnel sur les besoins, négocier avec les Facultés de médecine les postes prioritaires dans les spécialités prioritaires, s'entendre avec la Région, dont c'est la responsabilité, pour qu'il y ait des contrats avec des bourses pour les internes qui choisissent leur orientation en sixième année. Et ainsi à une échéance de trois, quatre ans, on peut avoir sur le terrain un certain nombre de professionnels pour régler les problèmes les plus urgents en termes de démographie médicale ; Et si on supprime le *numerus clausus*, on pourra aussi avoir dans huit à dix ans plus de médecins.

On a donc trois sources immédiates de moyens : 1. les médecins ne font que de la médecine 2. on élève le niveau



de formation et de rémunération des infirmières pour un travail collaboratif et une amélioration de la prise en charge et 3. on oriente différemment les spécialités pour que dans trois à quatre ans on ait plus de médecins généralistes et moins d'hyper spécialistes.

Et surtout il faut changer la formation des médecins. Que des internes mis en face d'un patient aient peur, tient à ce que la formation au rapport avec les gens n'est pas assurée. Il faut donc plus qu'un vernis de sciences humaines : ce doit être le fondement de la formation de l'ensemble des professionnels de santé. Si on veut bien soigner les patients, il faut savoir comment ils vivent, d'où ils viennent. Dans mon hôpital à Bobigny on fait même de l'éthnopsychiatrie, parce quand on ne connaît pas la culture des gens, comment soigner les maladies mentales ? La technique vient après.

Pas de financement public pour le profit des actionnaires

Il y a donc besoin de réformes. Mais les gens au pouvoir ne sont pas dans cette logique. Après la soi-disante gauche, honteuse mais libérale, on a maintenant la droite. Fondamentalement leur logique consiste à basculer la santé et l'éducation sur le marché pour la population solvable, en gardant un service public minimum, dans le domaine de la santé, pour les pauvres,

Prenons un dernier exemple : le groupe ELSAN, à qui appartient la clinique de Montluçon, est la propriété du cinquième

fonds d'investissement mondial qui gère un portefeuille de 1 000 milliards de dollars. Les bénéfices réalisés dans cette clinique et d'autres en France, sont défiscalisés parce que le siège est au Luxembourg. Or ce groupe a été réalisé grâce à l'aide du précédent gouvernement Hollande, qui a autorisé la Caisse des Dépôts et Consignations, organisme financier de l'État, à limiter leur investissement en achetant un certain nombre des murs de leurs cliniques pour 600 millions d'euros. C'est honteux.

Sans modifier l'équilibre financier de l'État, la solution consiste à ne pas supprimer l'ISF qui rapportait 4 milliards d'euros, mais la taxe sur les salaires. Et on crée ainsi 100 000 emplois. C'est un choix politique.

La revendication de la CGT est claire : il n'y a pas la place pour deux systèmes d'hospitalisation public et privé, en particulier sur des terres comme Montluçon. Il arrive un moment où ça suffit : pas d'argent public pour des actionnaires. Un actionnaire investit pour avoir un retour sur investissement, si ce n'est pas le cas, il va pressurer les salaires, sélectionner les patients rentables et laisser les autres à l'hôpital public, et le jour où une activité n'est plus rentable, il la ferme. L'avenir des emplois des salariés de la santé, c'est la création d'un pôle de santé public avec leur intégration à la Fonction publique.

Quand on laisse perdurer privé public, quand les ARS créent la concurrence entre les deux systèmes, les deux s'épuisent et meurent. Il en va de même pour les Centres hospitaliers universitaires. Certains patrons de CHU pensent qu'en fermant les petits hôpitaux, ils subsisteront, à Clermont-Ferrand, Dijon, Besançon : or ceux-là perdront aussi leur statut, parce que la recherche sera concentrée sur un certain nombre de sites très limités, Lyon, Marseille, Strasbourg, Paris, Lille et Bordeaux. La logique du "Président des riches", c'est de concentrer les moyens sur les métropoles et de laisser crever le reste.

On a besoin aujourd'hui pour assurer la santé de la population d'un maillage de centre de santé, d'hôpitaux locaux, départementaux et de CHU. Il faut se révolter et avoir des revendications qui peuvent paraître pour certaines illusoire immédiatement, mais demain moins et après-demain, elles peuvent devenir la réalité.

● Transcription et synthèse par **Michèle Kiintz**

Pour aller plus loin :

- la vidéo complète de la séance de Montluçon est [ici](#).
- un entretien synthétique avec Christophe Prudhomme aux Matinales de *Regards* est [là](#).

b.o.u.g.e

Comment passer à la contre-offensive, comment être utile à ce qu'émerge une vision du monde, une aspiration à une autre organisation de la société dont le moteur ne soit pas la domination.

En la matière les communistes ont été largement copiés. Ils se sont faits parti d'avant-garde. Ils ont abandonné le mot tout en gardant la chose. Et si le reste de la gauche ne leur a pas contesté le mot, un parti de gauche a longtemps été le lieu où s'écrivait la liste des commissions autrement dit le programme électoral du parti, et depuis Mitterrand celui de l'homme qu'on s'unissait à porter au pouvoir et après,... ça sera bien !

Nous sommes au bout du bout, la *blitzkrieg* de Macron rend totalement caduque cette manière de faire de la politique. Je suis de ces communistes qui ont longtemps roulé dans leur bouche comme une patate chaude, la définition même du communisme : "le mouvement réel qui abolit l'état actuel". Une fois ceci posé dans la réunion restait à débattre de la ligne sans obligation d'approbation puisque de toute façon on se retrouvait unis et solidaires dans la répartition des tâches. Le mouvement réel n'avait qu'à bien se tenir.

Qu'est-ce donc aujourd'hui que le mouvement réel qui abolit l'état actuel. Je l'entends comme non pas les traces de l'action militante, mais comme le battement, la tonalité de ce qui chez nous, les gens du commun, passe d'un état à un autre à l'égard de la domination qui nous empêche de vivre nos vies. On peut le dire plus simplement quant à la domination, c'est ce qui bouge, ce qui fait que maintenant ça n'est plus tout à fait comme tout à l'heure. Au moment où les syndicats cherchent l'efficacité, avons-nous quelque chose de cet ordre sur le champ de bataille ? Oui !

En a-t-on fini de rouler pour un homme parce qu'il est le meilleur ? Macron est en train de griller cette posture-là pour lui-même et pour les candidats au remplacement. Alors on s'unit ? C'est en train de se faire. Je lis par exemple avec bonheur sur le site des événements de France Insoumise que les amis de Gennevilliers invitent ainsi à prendre part aux luttes : « *Insoumis-es, coco-e-s, Ensembliers, sans partis, de gauche quoi !!! Venez comme vous êtes, avec un truc à manger ou à boire, pour un peu de politique festive, pour se préparer aux prochaines luttes, ensemble !!!* ».

S'unir n'est pas l'observance d'une morale du bien, même si ça ne fait pas de mal. Mais s'unir, c'est percevoir que ce pourquoi on se bat intéresse toute la société. La société s'unit lorsque ses membres perçoivent individuellement et collectivement qu'ils peuvent aboutir. L'union n'est pas le moyen de cette perception elle en est la conséquence. Décidément, non, s'unir n'est pas un effort des uns envers les autres mais s'unir advient quand l'objectif se précise et que l'on sent dans sa tête et dans ses tripes que ce dont on rêve pour soi est d'emblée partagé par les autres. Ainsi s'unir n'est pas une directive venue d'en haut, c'est le mouvement réel qui abolit l'état actuel.

Alors comment passer à la contre-offensive ? En chérissant ce qui bouge, en faisant l'exacte mesure des actions à mener, pour que ce qui bouge, pas plus gros qu'une tête d'épingle, ose rivaliser avec la montagne.

Décidément, non, s'unir n'est pas un effort des uns envers les autres mais s'unir advient quand l'objectif se précise

● Catherine Destom Bottin



Vivre avec son temps

Quelque chose est en train de bouger au-delà des grèves ou des manifs : le mouvement autour des services publics, notamment la SNCF, commence à tenter de dépasser le stade de l'opposition. D'envisager d'être porteur de solutions et d'une vision alternative pose de nouvelles questions en termes de lutte.

Être unitaire va de plus en plus de soi. Ce n'est donc plus là que sont les principaux nœuds à défaire. Si l'on ne veut pas répéter de manière vaine qu'il faut être unitaire, c'est autour d'une démarche et de questions clés que cette unité peut se construire : comment ne pas en rester à la réclamation mais viser une cohérence qui donne sa crédibilité à cette réclamation ? Comment en profiter pour dépasser toute situation de victimisation pour se sentir apte à pouvoir imposer ?

Où sont les verrous pour la suite ? La maîtrise des leviers de décisions : propriété collective (et non pas étatisation) des grands moyens de production et des flux financiers. Moins que jamais, ce sont des axes abstraits et intemporels. Ce n'est pas la colère qui manque mais sur quoi déboucher. Penser que pour gagner, on peut tendre ses efforts vers une autre organisation de la société, concentrée sur pouvoir et expropriation des gros actionnaires pour leur retirer toute puissance, bouleverserait le rapport des forces. On perd son statut de victime pour acquérir celui d'indispensable. Or il faut se considérer indispensable à la société pour délégitimer les dominants. C'est de s'identifier au nécessaire qui est la conscience de classe. Il n'y a pas de raccourci pour affronter l'urgent. Et avant même d'avoir imposé

quoi que ce soit de nouveau, le fait de produire mentalement de l'alternative à un système pensé indépassable modifie déjà le rapport de forces ; tant il est vrai qu'un rapport de forces est d'abord lié à un rapport de forces d'idées. Or, il semble que nous soyons au seuil d'un possible.

La perte de confiance dans les "élites" politiques ou patronales entraîne une disponibilité qui débouche sur deux options opposées : ou le populisme et l'extrême-droite ou une disponibilité nouvelle pour sortir du cadre actuel. Une part importante de ceux qui luttent pourrait se considérer comme espace constituant pour peu qu'on le leur propose à travers des objectifs structurels. Le besoin d'avoir le pouvoir de faire grandit. De manière tâtonnante, souvent en ayant du mal à y mettre les mots, mais il grandit.

Se tendre vers un tel objectif peut ouvrir une brèche, non pour une évolution qui irait de soi mais pour provoquer des ruptures possibles. Mais attention, c'est un créneau fugace et étroit à ne pas rater : les forces du capital savent s'y engouffrer, à l'image de Macron se réclamant de l'irruption de la société civile. Et le livre de Peyrelevalde (homme du capital s'il en est) est symptomatique : il prône des adaptations qui tiennent compte des aspirations pour sauver le système. Il y a une course de vitesse entre qui propose une alternative à la situation actuelle.

Penser que pour gagner, on peut tendre ses efforts vers une autre organisation de la société, concentrée sur pouvoir et expropriation des gros actionnaires pour leur retirer toute puissance, bouleverserait le rapport des forces.

● **Pierre Zarka**



Le critère du quotidien

Un parcètre a été installé dans la rue, à côté de chez nous. Rien que de très banal. Mais cette rue se situe dans une ville pauvre, de la banlieue ouvrière, actuellement administrée par un maire communiste. Et alors, dira-t-on, quoi d'extraordinaire à cela ? Tout le monde le fait pour tenter de "gérer" le problème du stationnement. En effet... L'augmentation drastique des tarifs des contraventions, et le fait que certaines collectivités confient ce marché au privé, voilà qui a fait déjà couler un peu d'encre en ce début d'année. Mais le problème est justement là : tout le monde ou presque fait pareil. Aucun parti ne se saisit de cette question pour la porter au niveau politique. Le stationnement (comme la limitation annoncée de la vitesse à 80 km/heure sur les départementales), les péages d'autoroute et bien d'autres sujets liés à la civilisation automobile relèvent de ces questions du quotidien, qui font "râler" des millions de Français, qui découlent en fait de décisions politiques, mais qui ne méritent pas d'être considérées comme des questions politiques.

Le quotidien reste largement infra-politique.

Ce constat de la faible place du quotidien dans la pensée théorique, y compris marxiste, était déjà ce qui motivait Henri Lefebvre quand il entreprit, au lendemain de la guerre de se lancer dans sa *Critique de la vie quotidienne*. Il voulait à cette époque faire avec le quotidien un peu ce que Marx avait fait avec le travail ou Freud avec le sexe. Ni l'un ni l'autre n'ont bien sûr inventé leur sujet... mais ils l'ont conceptualisé, en ont produit une théorie susceptible d'aider à le comprendre et donc à agir sur lui, par la cure psychanalytique ou par l'action politique et la révolution. L'ambition n'était pas mince. Lefebvre rend d'ailleurs compte au fil des trois volumes de sa *Critique* de ses avancées et de ses échecs... Il a une pratique expérimentale de la théorie.



Et son intelligence, son exigence intellectuelle sont employées à une fin pratique : aider à changer la vie. Il fera de même avec le *Droit à la ville*... Son propos est de mettre en évidence le fait que la révolution ne passe pas que par une transformation économique ou politique. Elle suppose un changement dans la vie quotidienne et l'apparition d'une nouvelle civilisation, dit-il. À l'Ouest, les marxistes, malgré plusieurs intuitions fortes, ont été bousculés par les mutations du quotidien introduites par la modernité, la société de consommation, le rôle de la technique, la dévalorisation du travail, l'investissement du temps de non-travail par le capitalisme, l'informatique et la communication dont il a pressenti l'avènement dès les années cinquante. Et à l'Est, malgré des changements évidents, le socialisme (dont il dit qu'il ne constitue pas un mode de production en tant que tel) n'a pas su produire une autre quotidienneté. Le contrôle du quotidien par l'État, le rendant insupportable, a même conduit à refaire du quotidien capitaliste, celui que le marché contrôle, une aspiration massive.

Bien sûr, la critique de Lefebvre trouve son origine dans le romantisme révolutionnaire, dans l'insatisfaction envers l'état de la vie quotidienne réelle, assujettie à la routine. Elle est hantée par l'aspiration à la vraie vie, ou à la bonne vie. En tout cas à une vie meilleure plus belle, plus créatrice. Elle le pousse à reprendre dans le vif des questions les plus concrètes, l'analyse de l'aliénation, pour dépasser son seul traitement philosophique et général, mais procéder selon une démarche qu'il nomme « métaphilosophique ».

Du coup, il se garde bien de présenter le quotidien (contrairement à la tentation existentialiste, telle qu'elle s'exprime chez Heidegger ou Sartre) comme le lieu de la « *déréliction* », l'empire de la dépossession de soi où « *l'enfer c'est les autres* »... Le quotidien n'est pas que le lieu de l'aliénation, il est aussi celui de la réalisation, des jouissances et de la fête. Il est le lieu où se rencontrent, se croisent et se confrontent l'usage et l'échange, la vie concrète et les lois abstraites du capitalisme, le temps cyclique de la reproduction naturelle et le temps linéaire du marché et de l'État...

De ce point de vue, on peut considérer que le philosophe dépasse l'aporie romantique, telle qu'elle s'exprime notamment chez beaucoup de poètes. L'un des exemples les plus significatifs de ce romantisme des poètes est l'œuvre de Maïakovski. Dans son chef d'œuvre *De Ceci*, par exemple, il s'en prend à ce qu'il appelle en russe le « *byt* », l'étroitesse du quotidien petit bourgeois, tel que le ressuscitait la NEP... Mais le triomphe de l'amour et de la vraie vie paraissant hors de portée est projeté, par l'hyperbole utopique, dans le futur d'une résurrection...

Cela nous entraîne un peu loin du parc-mètre dans lequel il faut mettre des pièces pour obtenir un ticket et éviter le PV. Un peu loin de notre quotidien...

Et pourtant... Quand une municipalité pour faire face au problème du stationnement adopte les mêmes recettes que tout le monde, cela témoigne d'une incapacité collective à penser autrement le quotidien. On accepte de participer à la marchandisation de l'espace. De considérer l'argent comme le seul régulateur de la vie sociale. Sans résoudre pour autant le problème du stationnement en ville.

Cette incapacité à promouvoir une autre conception de la vie quotidienne n'est certainement pas pour rien dans le discrédit de la politique, notamment communiste et de gauche. Elle contribue à installer l'idée que les politiques sont tous les mêmes et qu'ils sont incapables de « changer la vie ». C'est non seulement sur les discours, mais aussi à partir du critère du quotidien que se juge une politique.

Est-ce à dire qu'il faille faire la révolution pour résoudre ce genre de question ? Pas forcément. Même la révolution ne dispenserait pas de trouver d'autres solutions. Beaucoup sont à portée de main. Par exemple, l'ancienne formule de la « zone bleue », toujours pratiquée dans certaines villes, permet de réguler le stationnement, en ménageant un temps de gratuité. De même les parkings gratuits en centre-ville, pendant une heure ou deux. Cela n'est pas grand' chose, mais change le quotidien

et relève d'une idée de la vie où la gratuité « a son prix ». Où la gratuité est une valeur.

Quant la ville de Paris, rompant peut-être avec la chasse aux automobilistes et aux banlieusards qui semblait prévaloir ces dernières années, étudie la possibilité d'instaurer la gratuité des transports collectifs, cela va dans le sens d'une conception à la fois écologique et sociale, c'est-à-dire vraiment progressiste.

Les questions du quotidien qui mériteraient d'être repensées à la lumière d'une autre idée du mode de vie en société sont légion. Elles sont sous-jacentes aux luttes des cheminots, des employés de Carrefour, des étudiants, des zadistes, des motards...

Toutes ces questions du quotidien supposent de faire preuve d'imagination, et pour cela de renouer avec l'idée du communisme conçu à la fois comme le « *mouvement du réel abolissant l'état du réel existant* », mais aussi comme un idéal, celui d'une humanité libérée de l'exploitation, de l'oppression, de l'aliénation, capable de vivre en harmonie avec la nature et de réaliser les potentialités positives de sa propre nature. Un idéal qui entend par exemple que soient dépassées les oppositions entre nations, entre travail manuel et travail intellectuel, entre hommes et femmes ou entre gouvernants et gouvernés, que progressent la gratuité, la coopération, des rapports humains amicaux, le temps libre et créatif...

Quand Bernard Birsinger, l'ancien député maire de Bobigny, lançait l'idée, guère reprise après lui, d'un service public et de la mise en place d'une sécurité sociale du logement, il agissait dans cet esprit.

La transformation de la vie quotidienne ne peut s'opérer complètement que si finit par s'imposer une révolution du mode de production et des rapports sociaux, mais s'attaquer à ce chantier ne peut pas être remis à après-demain. Pour parer au double écueil de l'impuissance gestionnaire et de l'incantation révolutionnaire, pour lier l'action aujourd'hui et la perspective d'avenir, il faut une praxis nouvelle de subversion du quotidien tel que le capitalisme l'ordonne.

« *Quoi qu'il advienne*, écrivait Lefebvre en 1981, *le changement dans le quotidien restera le critère du changement.* »

Pour parer au double écueil de l'impuissance gestionnaire et de l'incantation révolutionnaire, pour lier l'action aujourd'hui et la perspective d'avenir, il faut une praxis nouvelle de subversion du quotidien tel que le capitalisme l'ordonne.

